



Montreuil, le 30 janvier 2026

Mesdames et Messieurs les député · es,

Concernant le Projet de Loi de Finances 2026, vous avez été destinataires de propositions de la part de la CGT confédérale (interprofessionnelle), et la CGT Finances (ministère des Finances et de l'Économie) s'est exprimée par communiqué. Mais en complément la CGT Finances Publiques (Direction Générale des Finances Publiques -DGFIP-) souhaite vous alerter solennellement sur les graves conséquences d'un tel PLF particulièrement pour les personnels de notre administration.

550 nouvelles suppressions d'emplois équivalents temps plein à la DGFIP pour 2026 avaient été programmées et sont toujours maintenues dans le cadre du PLF 2026. Cette annonce est insupportable pour les agent · es de la DGFIP pour lesquels il y a une urgence absolue : arrêter les suppressions d'emplois. Pourquoi ? :

Depuis sa création en 2008 jusqu'en 2026, la DGFIP aura subi 32 596 suppressions d'emplois temps pleins, correspondant à 29 % de ses emplois de titulaires. Si l'on regarde en termes d'effectifs physiques payés, entre 2008 et 2024, nos services ont déjà perdu autours de 38 000 effectifs payés de titulaires, soit presque un tiers de ses effectifs.

Associées au « fonctionnaire bashing », à l'industrialisation des tâches, à des restructurations permanentes, à des évolutions déontologiques du « management » et à des changements de règles de gestion des personnels, ces nouvelles suppressions d'emplois résonnent comme le coup de massue supplémentaire et de trop pour nombre de collègues.

C'est avec gravité que nous vous alertons : 20 collègues se sont suicidé · es en 2025 et l'administration a eu connaissance de 20 tentatives. Sachant que les études sérieuses sur le sujet estiment généralement que pour 1 suicide au sein de la population française, 20 personnes commettent une tentative et sur 10 tentatives 4 personnes récidivent. Le taux de suicides au sein de la population française était de 13,4 pour cent mille pour l'année 2022, il est de plus de 20 en 2025 à la DGFIP.

Accepter ce budget 2026 de quelque façon que ce soit, et au-delà du besoin de moyens à la hauteur pour la bonne réalisation de nos missions de service public, ce serait faire plonger encore un peu plus les agent · es de la DGFIP dans une souffrance au travail qui ne cesse de s'aggraver dangereusement. Ils et elles n'en peuvent plus d'être ainsi maltraité · es.

En vous remerciant pour l'attention que vous porterez à ces éléments, la CGT Finances Publiques se tient à votre disposition pour tout échange complémentaire.

Fanny De Coster,

Secrétaire Générale de la CGT Finances Publiques